

## FONCTIONNAIRES : ELOGE DES MAL AIMES

Entretien avec Pierre Bitoun paru dans *Royaliste*, n° 784, du 24 décembre 2001

*Les mouvements de grèves dans la fonction publique hospitalière, les manifestations de policiers et celles, début décembre, des gendarmes, soulignent avec force le désarroi des fonctionnaires. Certains ont des emplois du temps insoutenables, d'autres risquent leur vie pour des sommes dérisoires dans l'indifférence ou le mépris, et l'on se souvient des enseignants publiquement insultés par un ministre de l'Education nationale... Tous sont victimes depuis près de vingt ans d'un dénigrement systématique auquel réplique Pierre Bitoun, sociologue et essayiste.*

**Royaliste :** Une fois de plus, vous allez à contre-courant...

Pierre Bitoun : Depuis longtemps, je trouvais injuste la manière dont les médias de gauche et de droite parlent des fonctionnaires. Qu'on puisse les traiter de paresseux, de nantis, d'archaïques m'a toujours mis en colère. Certes, la moquerie à l'égard des fonctionnaires fait partie de notre culture. Mais, à partir des années 80, on bascule dans tout autre chose que les banales plaisanteries sur les ronds-de-cuir de Courteline. C'est un discours ciblé et agressif qui se développe, les fonctionnaires devenant de véritables boucs émissaires au service des visées anti-humanistes des libéraux. L'objectif est de faire entrer dans les têtes, publiques et privées, les règles du capitalisme néo-libéral : pression sur les dépenses de l'Etat, privatisations, précarisation de l'emploi, diminution des retraites.

Et puis, il y a eu la tempête de 1999. A l'époque, *Libération* a publié l'interview d'un haut fonctionnaire qui appelait à la privatisation des services publics. Au moment même où les agents l'Etat faisaient preuve d'un extraordinaire dévouement ! C'est face à ce déni de réalité que nous nous sommes dit, avec mon éditeur, qu'il fallait répliquer, entreprendre un travail de fond sur le discours anti-fonctionnaire.

**Royaliste :** Tâche nécessaire, mais quelque peu austère ?

Pierre Bitoun : Pas du tout ! J'ai trouvé dans ce travail un intérêt à la fois intellectuel et militant. Quand on examine les arguments avancés contre les fonctionnaires, on voit se dérouler, comme une pelote, toute la pensée néo-libérale. Non seulement on en comprend mieux la logique mais il est aussi passionnant de construire le contre-argumentaire. Il faut combiner une réflexion de fond sur l'Etat, les valeurs et s'efforcer en même temps d'être simple, accessible au plus grand nombre.

**Royaliste :** Venons-en au contenu de l'ouvrage.

Pierre Bitoun : Mon *Eloge des fonctionnaires* est d'abord une réplique au grand matraquage que subit l'opinion. Ce travail de démystification, je l'effectue de plusieurs façons.

Dans un premier temps, je reviens sur le livre de François de Closets – *Toujours Plus* - paru en 1982 à la veille du virage libéral de la gauche. Tout, d'une certaine façon, est déjà dans ce livre, qui a été d'une nocivité sans équivalent sur l'opinion, à la mesure de son succès commercial et de la lecture complaisante, trompeuse, qu'en ont fait les médias à l'époque. En fait, dans ce bréviaire de la régression sociale pour tous, de Closets cherche à culpabiliser les agents de l'Etat sur leurs prétendus avantages, à exciter la jalousie des salariés du privé, caricature le syndicalisme, etc. Et il n'hésite pas non plus à déculpabiliser les riches à l'aube de la nouvelle offensive du capitalisme dirigée, non plus seulement contre la classe ouvrière, mais contre la classe moyenne dans son ensemble. Qu'on en juge à ce propos d'anthologie :

« Nous pouvons nous passer de journalistes, de médecins, de professeurs, de fonctionnaires, de cadres et d'ingénieurs, pas de créateurs d'entreprises. Aussi longtemps que la France misera sur l'économie de marché, elle devra tout faire pour favoriser les candidats à la fortune capitaliste. Et tant mieux, s'ils ramassent de gros dividendes. Il faut que l'audace paie » !

Mais je n'en reste pas, bien sûr, à *Toujours plus* et le travail de démystification, je le poursuis tout au long du livre en décortiquant, un à un, chapitre après chapitre, tous les slogans que l'on rabâche à propos des agents de l'Etat : « Ils sont trop nombreux », « Ils ne travaillent pas assez », « Ils n'ont pas le sens du risque », « Ils font trop la grève », etc.

**Royaliste :** Vous vous attachez notamment au décompte médiatique des emplois publics...

Pierre Bitoun : La presse ressasse qu'un emploi sur quatre est public, en ajoutant un point d'exclamation pour souligner l'ampleur du « scandale ». Mais elle ne fait jamais cet autre commentaire qui tombe sous le sens : dans notre pays, trois emplois sur quatre sont privés. Une présentation neutre supposerait de fournir au lecteur les deux interprétations.

Dans le même ordre d'idées, j'évoque la manière dont on compare les salaires du public et du privé. On confronte des chiffres globaux qui montrent que, « dans le match », ce sont les agents de l'Etat qui sont les « gagnants ». Mais, dans la plupart des cas, la presse oublie de dire que les dés sont pipés, que les données ne sont pas comparables puisqu'il y a plus de diplômés et de cadres dans le public que dans le privé !

Enfin, sur le temps de travail, on ne se gêne pas non plus. On calcule des moyennes pour ironiser sur les 35 heures déjà réalisées mais on oublie de parler de la très grande diversité des métiers, et donc des horaires, dans la fonction publique. Et on omet souvent de mentionner les nombreuses catégories de fonctionnaires qui sont soumis à des obligations de service, des astreintes ou font des horaires de nuit sans bénéficier des temps de repos légalement prévus.

**Royaliste :** Et les sureffectifs ?

Pierre Bitoun : A force de répéter qu'ils sont trop nombreux, on a abouti à la situation inverse : ils ne sont pas assez ! Il y a désormais un manque, plus ou moins cruel, dans tous les services publics : éducation, hôpital, justice, police, transports, etc. Seules exceptions : l'Elysée, Matignon, les cabinets ministériels, c'est-à-dire comme dans les grandes sociétés privées où plus « ça enfle » en haut, dans les équipes de direction, plus « ça dégraisse » en bas, aux niveaux intermédiaires et inférieurs de l'entreprise.

**Royaliste :** Vous détruisez une autre idée reçue : celle des jours de grève qui seraient payés aux fonctionnaires.

Pierre Bitoun : C'est en effet une erreur répandue, qui alimente une propagande malveillante. La règle, dans la fonction publique d'Etat, est celle du « trentième indivisible » : on retient une journée entière de travail pour seulement une heure de grève.

**Royaliste :** Ce qui nous amène à la question des « privilèges » des fonctionnaires...

Pierre Bitoun : J'ai consacré beaucoup de temps à cette question. J'ai fait l'inventaire des différentes situations en croisant de multiples critères – salaires, ancienneté, mobilité, etc. – afin d'établir une typologie. En réalité, il n'y a qu'une infime minorité de très hauts fonctionnaires qui mérite le qualificatif de privilégiés. Et

l'objectif, bien sûr, est de faire passer pour « privilège » ce qui n'est autre que conquête sociale comme la sécurité de l'emploi, les retraites ou les colonies de vacances pour les enfants.

**Royaliste :** Vous allez même jusqu'à vanter les bienfaits de la sécurité de l'emploi...

**Pierre Bitoun :** La stabilité de l'emploi n'est pas un privilège mais la condition d'une vie décente, diverse et libre dont profite l'ensemble de l'économie et de la société. C'est grâce à cette stabilité que l'on peut bâtir des projets d'avenir, parler librement sans risquer d'être mis à la porte, avoir une vie à la fois variée et sereine, ne pas voir la société se transformer en un champ de violences. Bref, comme les retraites, il s'agit non seulement d'une conquête sociale mais plus encore d'une valeur de civilisation qui rend la vie réellement humaine.

**Royaliste :** Votre contre-argumentaire se double d'une enquête sur la vie et les conditions de travail des agents de l'Etat...

**Pierre Bitoun :** C'est une enquête que j'ai voulu la plus variée possible, avec des exemples choisis dans l'ensemble des services publics. D'où il ressort deux constats. D'une part, la demande de service public va croissant et s'avère de plus en plus spécialisée, diversifiée, personnalisée. D'autre part, on assiste depuis vingt ans à une politique délibérée de fonctionnement à bon marché des services publics grâce à la conscience professionnelle et sociale des agents de l'Etat. Jusqu'où faut-il faire fonctionner un système de pénurie organisée par Maastricht et les marchés financiers ? Je n'ai pas la réponse à cette question mais elle mérite d'être posée, surtout quand on voit nos gouvernants parier, explicitement ou hypocritement, sur l'accélération des départs à la retraite pour réussir le « dégraissage » qu'ils n'ont pu obtenir par attaque frontale.

**Royaliste :** D'où le sentiment de révolte, montant depuis des années et qui éclate aujourd'hui...

**Pierre Bitoun :** En effet, la contestation grandit et rassemble des fonctionnaires qui n'ont pas pour habitude de manifester puisqu'ils sont, à divers titres, les gardiens de l'ordre public : magistrats, policiers, gendarmes. Mais il faut aller plus loin, vers le « Tous ensemble public-privé » qui seul fera plier nos gouvernants.

**Royaliste :** On dit que les fonctionnaires manifestent contre les réformes par conservatisme...

**Pierre Bitoun :** C'est faux ! Ils ne sont pas contre toute réforme mais contre celles qu'on leur propose ou qu'on leur impose ! Des réformes qui sont toujours inspirées par les mêmes idées néo-libérales. En réalité, ils sont comme l'ensemble des Français : ni des partisans du tout-marché ou du tout-Etat et ce qu'ils souhaitent simplement, c'est un Etat et une société plus justes, démocratiques et solidaires. Ce qui suppose trois bouleversements majeurs mais indispensables : la domestication de l'hypercapitalisme, notamment financier, et sa mise au service des besoins sociaux ; la démocratie participative, non pas conçue comme un gadget consultatif mais comme une véritable démocratisation des mécanismes de sélection des représentants et de participation à la décision, applicable dans l'entreprise comme dans les institutions publiques, au niveau supranational, national et local ; et enfin, l'instauration de limites écologiques et éthiques aux technosciences. Sans cela, on ne sortira pas de la société de marché...